

B. Énergie

- A. Face aux graves problèmes environnementaux (pollution, réchauffement climatique, épuisement des ressources, etc.), l'État doit s'engager plus à fond dans la recherche, la promotion des énergies renouvelables et les économies d'énergie.
- B. L'État doit imposer des normes strictes en matière de protection de l'environnement et pourchasser les pollueurs, sans s'engager au-delà de ce rôle de contrôle.
- C. Toute intervention de l'État dans ce domaine porterait atteinte à la compétitivité de notre économie; elle est donc hors de question.
- D. Je ne me prononce pas.

Nom	Réponse	Commentaire
Beney P.-E., Verts, Jura/Yverdon	a	Sans pour autant subventionner à tout va.
Berseth V., POP, Ouest laus.	a/b	Il faut les deux, recherche et contrôle.
Blanc J.-B., POP, Jura/Yverdon	a	Graves problèmes environnementaux ou pas, l'État doit par principe soutenir la recherche scientifique, sur les énergies comme dans les autres domaines scientifiques.
Bonhert B., POP, Jura/Yverdon	a	Évitons le piège du "nucléaire".
Delaunay Y., Verts, Lavaux-Oron	a	Subventions plus importantes pour les véhicules peu polluants.
Dessemontet P. PSV, Lne-ville	a	On peut faire énormément de choses par le biais de la taxation.
Glardon J., Verts, Ouest laus.	a	Mais le citoyen ne doit pas être déresponsabilisé pour autant. En effet, le rôle des citoyens consommateurs dans la protection de l'environnement.
Haury J.-A., Lib, Lne-ville	b	L'État peut être plus actif dans les domaines qui relèvent de sa propre activité.
Hubler A., POP, Lne-ville	a	Les collectivités publiques doivent aussi montrer l'exemple: en utilisant des véhicules moins polluants, en isolant mieux ses bâtiments, etc.
L'Eplattenier G., POP, Gros-de-Vd	a	Et oublions à jamais le projet de construire de nouvelles centrales nucléaires. Leurs déchets polluent notre planète pour des générations.
Martinet P., Verts, Nyon	a	C'est un virage à prendre avant qu'il ne nous soit imposé par le réchauffement climatique.
Métraux B., Verts, Gros-de-Vd	a/b	Pourquoi indiquer que l'État ne doit pas s'engager au-delà de ce contrôle ? Il pourrait être innovateur dans ce domaine et pas seulement régulateur.
Müller R., PRD, Lavaux-Oron	a	Sans oublier que pour sa propre survie, l'économie s'en occupe également.
Repond F., Verts, Broye-Vully	a	Afin d'atteindre les objectifs fixés par le protocole de Kyoto, il est nécessaire que l'État investisse prioritairement dans ce secteur.
Romailler C.-A., UDF, Jura/Yverdon	a	Sans incitation financière, les différentes énergies renouvelables mettront du temps à remplacer celles + polluantes mais économiquement + intéressantes.
Sansonens J., POP, Lavaux-Oron	a	L'État doit prendre des mesures contre les gaspillages absurdes en matière d'énergie (véhicules 4x4 par ex.) et favoriser les transports publics.

Questionnaire sur le service public - Energie

Schwaab J.-C., PSV, Lavaux-Oron	a	L'État est le seul à même de régler les problèmes environnementaux. Compter sur la "responsabilisation des privés" est illusoire.
Sisto-Zoller S., POP, Ouest laus.	a	L'État doit imposer des normes et s'engager.
Süri D., POP, Lavaux-Oron	a	La solution ne peut se faire sans une véritable révolution culturelle et économique.
Suter L.-O., UDF, Nyon	a	Mais il faut faire attention au financement, creuser la dette ne serait pas souhaitable.
Tafelmacher G., POP, Lavaux-Oron	a	Plus que l'État, c'est à chaque individu de s'engager à fond...
Trippi D., Verts, Morges	a	Tout en imposant des normes strictes.
Trolliet M., PRD, Lne-ville	a	Les villes, dont Lausanne fait partie, sont loin d'avoir une véritable politique responsable en matières d'environnement et des énergies: aucun véritable effort n'est fait pour limiter les transports individuels au profit des transports publiques (par exemple) et il n'y a pas de véritable politique pour la promotion des énergies renouvelables. Plus d'économies doivent être effectuées.

- A. La distribution de l'électricité devrait être assurée par l'État afin de garantir un accès pour tous aux mêmes conditions.
- B. L'électricité peut être distribuée par des privés sous surveillance de l'État.
- C. La privatisation totale de la distribution d'électricité ne présente aucun risque, tant au point de vue des coûts que de la qualité.
- D. Je ne me prononce pas.

Nom	Réponse	Commentaire
Beney P.-E., Verts, Jura/Yverdon	b	De cas en cas.
Bongard M., Verts, Riviera/Vevey	a	Il faut appliquer le principe du pollueur payeur. Microcentrales à promouvoir.
Collet M., Verts, Gros-de-Vd	b	L'électricité de type nucléaire doit être bannie.
Dessemontet P. PSV, Lne-ville	a	La libéralisation du secteur a provoqué en Californie l'obsolescence des infrastructures et in fine des coupures de courant massives. Mauvaise solution.
Ferrari Y., Verts, Lne-ville		Doit-on considérer EOS, la Romande Énergie comme étatique ?
Giroud A., Verts, Ouest laus.	b	L'État doit promouvoir les énergies renouvelables.
Glardon J., Verts, Ouest laus.	a	Et éviter des risques de pénuries comme en Californie.
Kaelin P., PRD, Ouest laus.	b	Mauvaise inspiration d'avoir libéralisé la distribution!
Marthaler F., Verts, Ouest laus.	b	Il faut garder à l'esprit que l'autoproduction est possible (voire souhaitable: couplage chaleur-force) et que donc le monopole (d'État) n'est pas naturel.
Métraux B., Verts, Gros-de-Vd	a/b	Idem que question 1.
Meyer J., POP, Nyon	b	Le secteur de l'électricité devrait faire l'objet d'un service minimum à la population. La fausse concurrence préconisée actuellement est un miroir aux alouettes.
Müller R., PRD, Lavaux-Oron	b	Voir et suivre les résultats de l'application de la nouvelle loi.

Questionnaire sur le service public - Energie

Repond F., Verts, Broye-Vully	a	Nous visons la société à 2000 W. Seul l'État peut mettre en place les mesures adéquates pour y parvenir. Avec la privatisation de l'électricité et ses effets, notamment la loi du marché et la concurrence, le prix de l'électricité pourrait baisser, ce qui engendrerait une hausse de consommation.
Roulet C., Verts, Lne/Romanel	a/b	2 réponses, afin que la concurrence puisse tout de même jouer.
Sandri M., POP, Lne-ville	a	A) étant la règle générale, la proposition C) pourrait s'appliquer à des situations particulières.
Schwaab J.-C., PSV, Lavaux-Oron	a	Libéralisation et privatisation du secteur électrique serait dangereux tan au niveau de la sécurité de l'approvisionnement que pour notre environnement.
Silauri A., Verts, Lavaux-Oron	a/b	Les 2 réponses ne sont pas incompatibles et en Californie le système B fonctionne bien, aussi dans d'autres domaines qui ne sont pas évoqués dans votre questionnaire comme les réseaux de télécommunication (téléphonie, internet).
Thorens A., Verts, Lne-ville	a	L'État doit aussi garantir une production écologique de l'électricité.
Wasserfallen A., Verts, Broye-Vully	b	Ma thèse de doctorat en sciences techniques à l'EPFL (http://library.epfl.ch/theses/?nr=2085) donne dans sa conclusion des cadres très précis pour ce qui est admissible ou non dans un tel champ. De manière générale, c'est l'éthique (vécue, et non affirmée comme un chapelet de vœux pieux) qui renforce une position de gestion économique (mais pas forcément marchande) d'infrastructures publiques comme, par exemple, l'électricité. J'ajouterai que l'équipement des collectivités publiques au XIXe siècle a été renforcé et hâté par le financement privé. Il est en revanche vrai que les alternances entre secteurs privés et publics ont également joué un rôle de balancier rééquilibrant à chaque fois le système de gestion entre acteurs.
Zolliker M., PSV, Lavaux-Oron	b	Plutôt par des sociétés de droit public !